

allemande et tzigane, en nombre beaucoup plus réduit. La Bohême-Moravie, région la plus peuplée, était en 1948, de loin, la partie la plus industrialisée, la Slovaquie étant essentiellement agricole. L'hypercentralisation par Prague, si elle a marqué pour la minorité slovaque une oppression culturelle incontestable qui a entretenu le nationalisme slovaque (et tchèque), a signifié incontestablement le développement industriel de la Slovaquie. (A ce propos, l'échec de la Yougoslavie en matière d'égalisation des niveaux de développement entre les diverses régions est patent.) De ce fait, le problème des nationalités en Tchécoslovaquie, s'il était source de mécontentement et s'il a affaibli la bureaucratie centrale (en la divisant), n'a pas joué de rôle moteur. Libre aux Soviétiques d'essayer de s'en servir pour ruiner cette « unité nationale » qui leur fait aujourd'hui si peur, quand elle a lieu dans un pays qu'ils occupent...

d) *La crise du stalinisme en Tchécoslovaquie*

D'une façon générale, on ne peut comprendre la crise du stalinisme en la considérant seulement sous son aspect, pourtant fondamental : antagonisme entre la montée révolutionnaire des masses et les intérêts conservateurs de la bureaucratie.

Parce que la bureaucratie ne forme pas une classe, au sens « économique » du terme, cet antagonisme fondamentalement détermine à son tour des clivages et des luttes dans la bureaucratie. Aussi, pour comprendre la crise du stalinisme faut-il voir la combinaison dialectique entre l'irruption directe des masses (Berlin 1953, Hongrie 1956) et les crises et les manœuvres du sommet (XX^e Congrès 1956, « déstalinisation » à la roumaine). Pour nous, le point décisif est l'entrée en lutte des masses qui seules peuvent chasser les bureaucrates. Les manœuvres du sommet ont précisément le but contraire ; mais *parce que la bureaucratie elle-même est bureaucratisée*, nécessairement se produisent des crises par en haut qui favorisent à leur tour l'auto-activité politique du prolétariat.

En Tchécoslovaquie, la révolution politique n'avait pas eu lieu, mais son spectre hantait le Kremlin. Comment en était-on arrivé là ? Ou, en d'autres termes, pourquoi, en 1968, la Tchécoslovaquie était-elle le maillon le plus faible de tous les Etats ouvriers ?

Depuis les années 1961-1962, la crise de l'économie tchécoslovaque était patente : le niveau de vie des masses stagnait et même reculait, des grèves éparses éclatèrent. (Il s'agit évidemment de grèves sauvages, n'oublions pas que nous sommes dans un pays « socialiste » et que la mission du syndicat consiste à défendre l'Etat *contre* les travailleurs !). Cette situation ne pouvait durer : si la bureaucratie ne trouvait pas de solution, les masses risquaient d'en trouver une. Pour la Tchécoslovaquie, pays hautement industrialisé, la question de la réforme économique était cruciale ; aussi fut-elle mise courageusement à l'ordre du jour dès 1963. Nous devons souligner que les réformes proposées par Sik, ne rencontrèrent pratiquement (et théoriquement) pas d'obstacles, le C.C. était quasi unanime, les Russes ne voyaient rien à redire aux « voies tchécoslovaques vers le socialisme » ; quant aux masses, elles n'étaient pas consultées.

Avant de dire quelques mots sur la nature et le sens des ré-